

LE MONDE. *diplomatie*

Recomposition politique et sociale

Lutte de classes en France

Au mouvement des « gilets jaunes » le chef de l'État français a répondu en lançant un « grand débat national ». Ce genre d'exercice postule que les conflits sociaux s'expliquent par des problèmes de communication entre le pouvoir et ses opposants, plutôt que par des antagonismes fondamentaux. Une hypothèse hasardeuse...

par Serge Halimi & Pierre Rimbert dans Le Monde Diplomatique de février 2019



Youcef Korichi. – Sans titre, 2015 Galerie Suzanne Tarasieve, Paris

La peur. Pas celle de perdre un scrutin, d'échouer à « réformer » ou de voir fondre ses actifs en Bourse. Plutôt celle de l'insurrection, de la révolte, de la destitution. Depuis un demi-siècle, les élites françaises n'avaient plus éprouvé pareil sentiment. Samedi 1er décembre

2018, il a soudain glacé certaines consciences. « *L'urgent, c'est que les gens rentrent chez eux* », s'affole la journaliste-vedette de BFM TV Ruth Elkrief. Sur les écrans de sa chaîne défilent les images de « gilets jaunes » bien déterminés à arracher une vie meilleure.

Quelques jours plus tard, la journaliste d'un quotidien proche du patronat, *L'Opinion*, révèle sur un plateau de télévision à quel point la bourrasque a soufflé fort : « *Tous les grands groupes vont distribuer des primes, parce qu'ils ont vraiment eu peur à un moment d'avoir leurs têtes sur des piques. Ah oui, les grandes entreprises, quand il y avait le samedi terrible, là, avec toutes les dégradations, ils avaient appelé le patron du Medef [Mouvement des entreprises de France], Geoffroy Roux de Bézieux, en lui disant : "Tu lâches tout ! Tu lâches tout, parce que sinon..." Ils se sentaient menacés, physiquement.* »

Assis à côté de la journaliste, le directeur d'un institut de sondage évoque à son tour « *des grands patrons effectivement très inquiets* », une atmosphère « *qui ressemble à ce que j'ai lu sur 1936 ou 1968. Il y a un moment où on se dit : "Il faut savoir lâcher des grosses sommes, plutôt que de perdre l'essentiel"* (1) ». Lors du Front populaire, le dirigeant de la Confédération générale du travail (CGT) Benoît Frachon rappelait en effet qu'au cours des négociations de Matignon, consécutives à une flambée de grèves imprévues avec occupation d'usines, les patrons avaient même « *cédé sur tous les points* ».

Ce genre de décomposition de la classe possédante est rare, mais il a pour corollaire une leçon qui a traversé l'histoire : ceux qui ont eu peur ne pardonnent ni à ceux qui leur ont fait peur ni à ceux qui ont été témoins de leur peur (2). Le mouvement des « gilets jaunes » — durable, insaisissable, sans leader, parlant une langue inconnue des institutions, tenace malgré la épression, populaire malgré la médiatisation malveillante des déprédations — a donc provoqué une réaction riche de précédents. Dans les instants de cristallisation sociale, de lutte de classes sans fard, chacun doit choisir son camp. Le centre disparaît, le marais s'assèche. Et alors, même les plus libéraux, les plus cultivés, les plus distingués oublient les simagrées du vivre-ensemble.

Saisis d'effroi, ils perdent leur sang-froid, tel Alexis de Tocqueville quand il évoque dans ses *Souvenirs* les journées de juin 1848. Les ouvriers parisiens réduits à la misère furent alors massacrés par la troupe que la bourgeoisie au pouvoir, persuadée que « *le canon seul peut régler les questions [du] siècle* (3) », avait dépêchée contre eux.

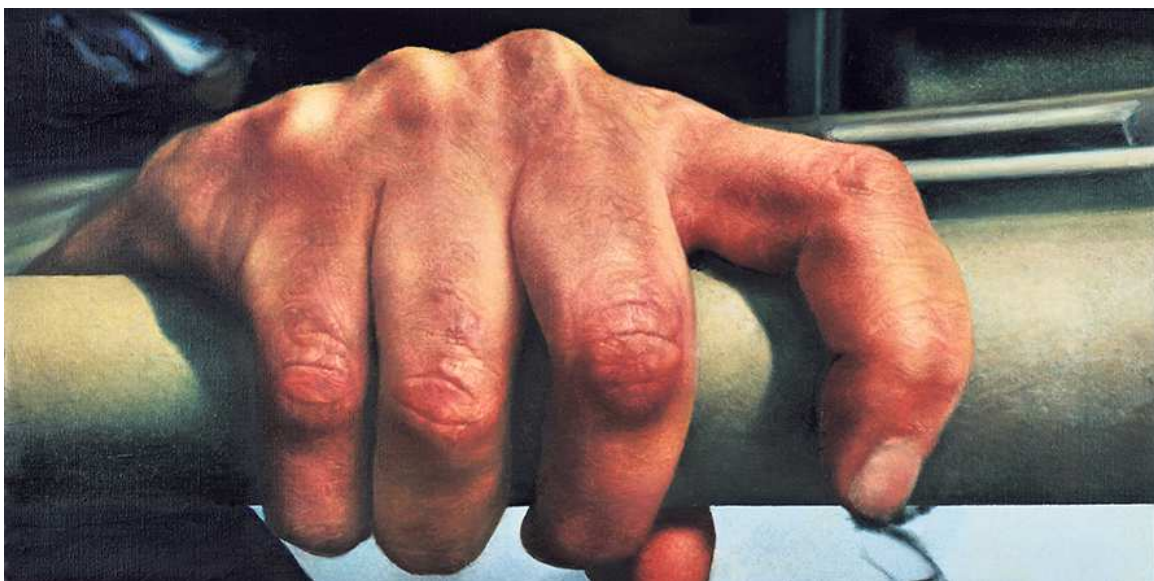
Décrivant le dirigeant socialiste Auguste Blanqui, Tocqueville en oublie alors ses bonnes manières : « *L'air malade, méchant, immonde, une pâleur sale, l'aspect d'un corps moisi (...). Il semblait avoir vécu dans un égout et en sortir. Il me faisait l'effet d'un serpent auquel on pince la queue.* »

Une même métamorphose de la civilité en fureur s'opère au moment de la Commune de Paris. Et elle saisit cette fois de nombreux intellectuels et artistes, progressistes parfois — mais de préférence par temps calme. Le poète Leconte de Lisle s'empêche contre « *cette ligue de tous les déclassés, de tous les incapables, de tous les envieux, de tous les assassins, de tous les voleurs* ». Pour Gustave Flaubert, « *le premier remède serait d'en finir avec le suffrage universel, la honte de l'esprit humain* ». Rasséréné par le châtimeur (vingt mille morts et près de quarante mille arrestations), Émile Zola en tirera les leçons pour le peuple de Paris : « *Le bain de sang qu'il vient de prendre était peut-être d'une horrible nécessité pour calmer certaines de ses fièvres* (4). »

Autant dire que le 7 janvier dernier, M. Luc Ferry, agrégé de philosophie et de science politique, mais aussi ancien ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, pouvait avoir en tête les outrances de personnages au moins aussi galonnés que lui lorsque la répression des « gilets jaunes » (*lire* « [Des violences policières aux violences judiciaires](#) »), trop indolente à ses yeux, lui arracha — sur Radio Classique... — cette injonction aux gardiens de la paix : « *Qu'ils se servent de leurs armes une bonne fois* » contre « *ces espèces de nervis, ces espèces de salopards d'extrême droite ou d'extrême gauche ou des quartiers qui viennent taper du policier* ». Puis M. Ferry songea à son déjeuner.

D'ordinaire, le champ du pouvoir se déploie en composantes distinctes et parfois concurrentes : hauts fonctionnaires français ou européens, intellectuels, patrons, journalistes, droite conservatrice, gauche modérée. C'est dans ce cadre aimable que s'opère une alternance calibrée, avec ses rituels démocratiques (élections puis hibernation). Le 26 novembre 1900 à Lille, le dirigeant socialiste français Jules Guesde disséquait déjà ce petit manège auquel la « *classe capitaliste* » devait sa longévité au pouvoir : « *On s'est divisé en bourgeoisie progressiste et en bourgeoisie républicaine, en bourgeoisie cléricale et en bourgeoisie libre-penseuse, de façon à ce qu'une fraction vaincue pût toujours être remplacée au pouvoir par une autre fraction de la même classe également ennemie. C'est le navire à cloisons étanches qui peut faire eau d'un côté et qui n'en demeure pas moins insubmersible.* » Il arrive cependant que la mer s'agite et que la stabilité du vaisseau soit menacée. Dans un tel cas, les querelles doivent s'effacer devant l'urgence d'un front commun.

Face aux « gilets jaunes », la bourgeoisie a effectué un mouvement de ce type. Ses porte-parole habituels, qui, par temps calme, veillent à entretenir l'apparence d'un pluralisme d'opinions, ont associé d'une même voix les contestataires à une meute de possédés racistes, antisémites, homophobes, factieux, complotistes. Mais surtout ignares. « “Gilets jaunes” : la bêtise va-t-elle gagner ? », interroge Sébastien Le Fol dans *Le Point* (10 janvier). « *Les vrais “gilets jaunes”, confirme l'éditorialiste Bruno Jeudy, se battent sans réfléchir, sans penser* » (BFM TV, 8 décembre). « *Les bas instincts s'imposent au mépris de la civilité la plus élémentaire* », s'alarme à son tour le roturier Vincent Trémolet de Villers (*Le Figaro*, 4 décembre).



Youcef Korichi. – « Détail », 2012 Galerie Suzanne Tarasieve, Paris

Car ce « mouvement de beaufs poujadistes et factieux » (Jean Quatremer), conduit par une « minorité haineuse » (Denis Olivennes), est volontiers assimilé à un « déferlement de rage et de haine » (éditorial du *Monde*) où des « hordes de minus, de pillards » « rongés par leurs ressentiments comme par des puces » (Franz-Olivier Giesbert) donnent libre cours à leurs « pulsions malsaines » (Hervé Gattegno). « Combien de morts ces nouveaux beaufs auront-ils sur la conscience ? », s'alarme Jacques Julliard.

Inquiet lui aussi des « détestations nues et aveugles à leur propre volonté », Bernard-Henri Lévy condescend cependant à signer dans... *Le Parisien* une pétition, agrémentée des noms de Cyril Hanouna, Jérôme Clément et Thierry Lhermitte, pour inviter les « gilets jaunes » à « transformer la colère en débat ». Sans succès... Mais, Dieu soit loué, soupire Pascal Bruckner, « la police, avec sang-froid, a sauvé la République » contre les « barbares » et la « racaille cagoulée » (5).

D'Europe Écologie - Les Verts (EELV) aux débris du Parti socialiste, de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) aux deux animateurs de la matinale de France Inter (un « partenariat de l'intelligence », au dire de la directrice de la station), tout un univers social s'est retrouvé pour pilonner les personnalités politiques bienveillantes envers le mouvement. Leur tort ? Attenter à la démocratie en ne se montrant pas solidaires de la minorité apeurée. Comment contrer de tels gêneurs ? User d'une vieille ficelle : rechercher tout ce qui pourrait associer un porte-parole des « gilets jaunes » à un point de vue que l'extrême droite aurait un jour défendu ou repris. Mais, à ce compte-là, devrait-on aussi encourager les violences contre des journalistes au motif que Mme Marine Le Pen, dans ses vœux à la presse, voit en elles « la négation même de la démocratie et du respect de l'autre sans lequel il n'est pas d'échange constructif, pas de vie démocratique, pas de vie sociale » (17 janvier) ?

Jamais le sursaut du bloc bourgeois qui forme le socle électoral de M. Emmanuel Macron (6) ne s'est dévoilé aussi crûment que le jour où *Le Monde* a publié le portrait, empathique, d'une famille de « gilets jaunes », « Arnaud et Jessica, la vie à l'euro près » (16 décembre). Un millier de commentaires enragés ont aussitôt déferlé sur le site du journal. « Couple pas très futé... La vraie misère ne serait-elle pas, dans certains cas, plus culturelle que financière ? », estimait un lecteur. « Le problème pathologique des pauvres : leur capacité à vivre au-dessus de leurs moyens », renchérisait un second. « N'oubliez pas en faire des chercheurs, des ingénieurs ou des créateurs. Ces quatre enfants seront comme leurs parents : une charge pour la société », tranchait un troisième. « Mais qu'attendent-ils du président de la République ?, s'insurgeait un autre. Qu'il se rende chaque jour à Sens pour veiller à ce que Jessica prenne bien sa pilule ?! » La journaliste auteure du portrait chancela devant ce « déluge d'attaques » aux « accents paternalistes » (7). « Paternalistes » ? Il ne s'agissait pas, pourtant, d'une dispute de famille : les lecteurs d'un quotidien réputé pour sa modération sonnaient plutôt le tocsin d'une guerre de classes.

Clarification sociologique

Le mouvement des « gilets jaunes » marque en effet le fiasco d'un projet né à la fin des années 1980 et porté depuis par les évangélistes du social-libéralisme : celui d'une « République du centre » qui en aurait fini avec les convulsions idéologiques en expulsant les classes populaires du débat public comme des institutions politiques (8). Encore majoritaires, mais trop remuantes, elles devaient céder la place — toute la place — à la bourgeoisie cultivée.

Le « tournant de la rigueur » en France (1983), la contre-révolution libérale impulsée en Nouvelle-Zélande par le Parti travailliste (1984) puis, à la fin des années 1990, la « troisième voie » de MM. Anthony Blair, William Clinton et Gerhard Schröder, ont paru réaliser ce dessein. À mesure que la social-démocratie se lovait dans l'appareil d'État, prenait ses aises dans les médias et squattait les conseils d'administration des grandes entreprises, elle reléguait aux marges du jeu politique son socle populaire d'autrefois. Aux États-Unis, on s'étonne à peine que, devant une assemblée de pourvoyeurs de fonds électoraux, Mme Hillary Clinton range dans le « *panier des gens pitoyables* » les soutiens populaires de son adversaire.

Mais la situation française est à peine meilleure. Dans un livre de stratégie politique, M. Dominique Strauss-Kahn, un socialiste qui a formé nombre de proches du président français actuel, expliquait il y a déjà dix-sept ans que la gauche devait dorénavant reposer sur « *les membres du groupe intermédiaire, constitué en immense partie de salariés, avisés, informés et éduqués, qui forment l'armature de notre société. Ils en assurent la stabilité, en raison (...) de leur attachement à l'“économie de marché”* ». Quant aux autres — moins « avisés » —, leur sort était scellé : « *Du groupe le plus défavorisé, on ne peut malheureusement pas toujours attendre une participation sereine à une démocratie parlementaire. Non pas qu'il se désintéresse de l'histoire, mais ses irruptions s'y manifestent parfois dans la violence* » (9).

On ne se préoccuperait donc plus de ces populations qu'une fois tous les cinq ans, en général pour leur reprocher les scores de l'extrême droite. Après quoi, elles retourneraient au néant et à l'invisibilité — la sécurité routière n'exigeant pas encore de tous les automobilistes la possession d'un gilet jaune.

La stratégie a fonctionné. Les classes populaires se trouvent exclues de la représentation politique. Déjà faible, la part des députés ouvriers ou employés a été divisée par trois depuis cinquante ans. Exclues également du cœur des métropoles : avec 4 % de nouveaux propriétaires ouvriers ou employés chaque année, le Paris de 2019 ressemble au Versailles de 1789. Exclues, enfin, des écrans de télévision : 60 % des personnes qui apparaissent dans les émissions d'information appartiennent aux 9 % d'actifs les plus diplômés (10). Et, aux yeux du chef de l'État, ces classes populaires n'existent pas, l'Europe n'étant pour lui qu'un « *vieux continent de petits-bourgeois se sentant à l'abri dans le confort matériel* (11) ». Seulement voilà : ce monde social oblitéré, décrété rétif à l'effort scolaire, à la formation, et donc responsable de son sort, a resurgi sous l'Arc de triomphe et sur les Champs-Élysées (voir « [Une carte qui dérange](#) »). Confondu et consterné, le conseiller d'État et constitutionnaliste Jean-Éric Schoettl n'eut plus qu'à diagnostiquer sur le site Internet du *Figaro* (11 janvier 2019) une « *rechute dans une forme primitive de lutte des classes* ».

Brouillage idéologique

Si le projet d'escamoter du champ politique la majorité de la population tourne à la bérézina, un autre chapitre du programme des classes dirigeantes, celui qui visait à brouiller les repères entre droite et gauche, connaît en revanche une fortune inespérée. L'idée initiale, devenue dominante après la chute du mur de Berlin, en 1989, consistait à repousser aux marges discréditées des extrêmes toute position mettant en cause le « *cercle de la raison* » libérale — une expression de l'essayiste Alain Minc. La légitimité politique ne reposerait plus alors sur une manière de voir le monde, capitaliste ou socialiste, nationaliste ou internationaliste, conservatrice ou émancipatrice, autoritaire ou démocratique, mais sur la dichotomie entre raisonnables et radicaux, ouverts et fermés, progressistes et populistes. Le refus de distinguer

droite et gauche, un refus que les professionnels de la représentation reprochent aux « gilets jaunes », reproduit en somme au sein des classes populaires la politique de brouillage poursuivie depuis des décennies par le bloc bourgeois.

Cet hiver, les revendications de justice fiscale, d'amélioration du niveau de vie et de refus de l'autoritarisme du pouvoir occupent bien le devant de la scène, mais la lutte contre l'exploitation salariale et la mise en accusation de la propriété privée des moyens de production en sont largement absentes. Or ni le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune, ni le retour aux 90 kilomètres à l'heure sur les routes secondaires, ni le contrôle plus strict des notes de frais des élus, ni même le référendum d'initiative citoyenne (*lire* « [Qui a peur de l'initiative citoyenne ?](#) ») ne remettent en cause la subordination des salariés dans l'entreprise, la répartition fondamentale des revenus ou le caractère factice de la souveraineté populaire au sein de l'Union européenne et dans la mondialisation.

Bien évidemment, les mouvements apprennent en marchant ; ils se fixent de nouveaux objectifs à mesure qu'ils perçoivent des obstacles imprévus et des occasions inespérées : au moment des états généraux, en 1789, les républicains n'étaient en France qu'une poignée. Marquer sa solidarité avec les « gilets jaunes », c'est donc agir pour que l'approfondissement de leur action continue à se faire dans le sens de la justice et de l'émancipation. En sachant toutefois que d'autres œuvrent à une évolution inverse et escomptent que la colère sociale profitera à l'extrême droite dès les élections européennes de mai prochain.

Un tel aboutissement serait favorisé par l'isolement politique des « gilets jaunes », que le pouvoir et les médias s'emploient à rendre infréquentables en exagérant la portée de propos ou d'actes répréhensibles mais isolés. L'éventuelle réussite de cette entreprise de disqualification validerait la stratégie suivie depuis 2017 par M. Macron, qui consiste à résumer la vie politique à un affrontement entre libéraux et populistes (12). Une fois ce clivage imposé, le président de la République pourrait amalgamer dans un même opprobre ses opposants de droite et de gauche, puis associer toute contestation intérieure à l'action d'une « Internationale populiste » où, en compagnie du Hongrois Viktor Orbán et de l'Italien Matteo Salvini, se côtoieraient selon lui des conservateurs polonais et des socialistes britanniques, des Insoumis français et des nationalistes allemands.

Le président français devra néanmoins résoudre un paradoxe. Appuyé sur une base sociale étroite, il ne pourra mettre en œuvre ses « réformes » de l'assurance-chômage, des retraites et de la fonction publique qu'au prix d'un autoritarisme politique renforcé, répression policière et « grand débat sur l'immigration » à l'appui. Après avoir sermonné les gouvernements « illibéraux » de la planète, M. Macron finirait ainsi par en plagier les recettes...

Serge Halimi & Pierre Rimbert

(1) « L'info du vrai », Canal Plus, 13 décembre 2018.

(2) Cf. Louis Bodin et Jean Touchard, *Front populaire, 1936*, Armand Colin, Paris, 1961.

(3) Auguste Romieu, *Le Spectre rouge de 1852*, Ledoyen, Paris, 1851, cité dans Christophe Ippolito, « La fabrique du discours politique sur 1848 dans *L'Éducation sentimentale* », *Op. Cit.*, no 17, Pau, 2017.

- (4) Paul Lidsky, *Les Écrivains contre la Commune*, La Découverte, Paris, 1999 (1re éd. :1970).
- (5) Respectivement : Twitter, 29 décembre 2018 ; *Marianne*, Paris, 9 janvier 2019 et 4 décembre 2018 ; *Le Point*, Paris, 13 décembre 2018 et 10 janvier 2019 ; *Le Journal du dimanche*, Paris, 9 décembre 2018 ; *Le Figaro*, Paris, 7 janvier 2019 ; *Le Point*, 13 décembre 2018 ; *Le Parisien*, 7 décembre 2018 ; *Le Figaro*, 10 décembre 2018.
- (6) Lire Bruno Amable, « [Majorité sociale, minorité politique](#) », *Le Monde diplomatique*, mars 2017, et, du même auteur, avec Stefano Palombarini, *L'Illusion du bloc bourgeois. Alliances sociales et avenir du modèle français*, Raisons d'agir, Paris, 2017.
- (7) Faustine Vincent, « [Pourquoi le quotidien d'un couple de "gilets jaunes" dérange une partie de nos lecteurs](#) », *Le Monde*, 20 décembre 2018.
- (8) Lire Laurent Bonelli, « [Les architectes du social-libéralisme](#) », *Le Monde diplomatique*, septembre 1998.
- (9) Dominique Strauss-Kahn, *La Flamme et la Cendre*, Grasset, Paris, 2002. Lire Serge Halimi, « [Flamme bourgeoise, cendre prolétarienne](#) », *Le Monde diplomatique*, m5728502.
- (10) « [Baromètre de la diversité de la société française. Vague 2017](#) » (PDF), Conseil supérieur de l'audiovisuel, Paris, décembre 2017.
- (11) « [Emmanuel Macron - Alexandre Duval-Stalla - Michel Crépu, l'histoire redevient tragique \(une rencontre\)](#) », *La Nouvelle Revue française*, no 630, Paris, mai 2018.
- (12) Lire « [Libéraux contre populistes, un clivage trompeur](#) », *Le Monde diplomatique*, septembre 2018.